« Celui qui combat peut perdre, mais celui qui ne combat pas a déjà perdu. » Bertolt Brecht

Hebdomadaire depuis 1936

l'Éveil

2024

Semaine 45

Journal de la section de Suresnes et Saint - Cloud du parti communiste

L'impérialisme américain a choisi son champion.

Le secrétaire général du PCF Fabien Roussel a réagi à la victoire de Donald Trump à l'élection présidentielle américaine qui est une menace pour le peuple des États-Unis et le monde. Pour Fabien Roussel, cette élection est forcément inquiétante. « La première puissance du monde va devenir la première menace du monde, pour la paix, pour les peuples, pour les femmes », estime-t-il. Donc je suis inquiet, mais on va continuer de résister. »
Pour s'inscrire dans une démarche de résistance à l'impérialisme US préconisée par Fabien Roussel Il est essentiel de comprendre deux choses :
– Les États-Unis restent une grande puissance appuyée sur l'utilisation du dollar et sont impliqués dans l'organisation d'innombrables conflits, avec des centaines de bases militaires installées dans le monde entier.
– Ils ne sont plus seuls à décider, avec la montée économique de la Chine, du groupe des BRICS et même de l'Europe, pourtant encore vassale de l'Otan.
– Le rôle des peuples.
Nous aurons à combattre nos propres capitalistes, comme le montrent ceux qui ont financé Trump (selon une enquête de l'Observatoire des multinationales, publiée mardi 5 novembre sur le média indépendant Basta !) avec à leur tête des filiales d'entreprises françaises aux USA : Airbus, EDF, Engie, Thales, Sanofi, Pernod-Ricard… Une honte.

États-Unis : des faits à interpréter

Par Jean-Michel Galano

Bien sûr, la victoire de Trump s'inscrit dans un contexte mondial de montée des nationalismes, de la xénophobie et de la violence. Bien sûr, il y a sur toute la planète, de la Russie à l'Argentine et avant au Brésil, en passant par l'Inde et l'Europe, quelque chose comme une marée brune, amalgame de peurs, d'irrationalisme, de soumission au chef, de recul de la citoyenneté. Bien sûr, les puissances d'argent, les lobbys des armes et les milieux d'affaires ont dépensé des sommes colossales pour soutenir Trump et Musk. Bien sûr, la campagne des Démocrates, avec un changement précipité de candidat en cours de route, a été terne et trop défensive. Mais l'essentiel est ailleurs. Si les Démocrates ont perdu, c'est qu'ils ont laissé les questions de fond à leurs adversaires, qui ont eu toute latitude pour imposer leurs solutions simplistes. Et les questions de fond, ce sont les questions sociales : emploi, pouvoir d'achat, logement, transports, services publics. Dans un pays où l'inflation est massive, où l'insécurité est la règle, où les plus pauvres sont mis en concurrence impitoyablement, où l'inégalité dans l'accès aux soins, à l'éducation, à la sécurité est flagrante, ce qui crève les yeux, c'est l'inaptitude du capitalisme à satisfaire les besoins d'une société moderne. Cette inaptitude, il fallait la dénoncer, et surtout montrer que d'autres choix et d'autres logiques sont possibles et nécessaires. Alerter sur les dangers bien réels que Trump et son équipe font courir aux femmes, aux minorités, à la paix et aux libertés fondamentales, c'était absolument nécessaire et les Démocrates l'ont fait : mais cela ne saurait suffire face à des populations confrontées au dur de la vie. Le vote démocrate est de plus en plus un vote populaire. Il est fort dans les milieux urbains éduqués, beaucoup moins dans les quartiers populaires. Sommes-nous si loin de la situation en France ? Il y a quelques années, certains idéologues de la social-démocratie proposaient à la gauche d'abandonner définitivement le monde ouvrier à l'extrême-droite et de se concentrer sur les classes moyennes et supérieures, supposées indifférentes aux questions sociales et préoccupées essentiellement du sociétal, du symbolique et du virtuel. Une partie de la Gauche a succombé à cette tentation. Faut-il s'étonner des conséquences ? Impuissant à résoudre sa crise structurelle, le capital s'enfonce dans des choix de plus en plus nocifs pour la société, en sacrifiant l'industrie à la finance, l'emploi à l'assistanat, la paix au militarisme. Ne pas vouloir regarder ces réalités en face, c'est la défaite assurée. Et pas seulement aux États-Unis.

Suresnes

Le faux nez du Maire

Les communistes dénoncent le gouvernement Barnier qui veut **réduire les dotations des communes** pour réduire "le déficit". Lors des débats sur le budget, **les communistes et la gauche proposent de nouvelles recettes prises sur les grandes fortunes, les hauts salaires,les multinationales délinquantes**".

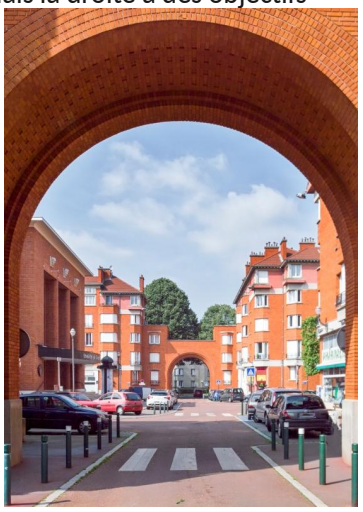
Le maire de Suresnes, Monsieur Boudy, enfourche le sujet, mais se contente de dénoncer le déficit abysal de l'État et de la sécurité sociale. M. Boudy a pourtant été Secrétaire général pour l'investissement de 2018 à 2022, poste rattaché aux services du Premier ministre. Il était chargé de distribuer l'argent de l'État à des entreprises. Il sait donc où va l'argent de l'État. En 2024, sur un budget de 360 milliards d'euros, ce sont 170 milliards d'euros qui sont distribués aux entreprises. **La catégorie qui est la plus assistée en France c'est le patronat.** Dans son éditorial de Suresnes Mag, il fait donc preuve de toupet, alors qu'il sait que pour la Sécurité sociale, les exonérations de cotisations sociales des patrons se montent à 88 milliards. Lui qui est proche de Wauquiez et d'Édouard Philippe se défausse de la politique de droite qu'il soutient, pour mieux tromper les Suresnois à propos des finances communales que le gouvernement veut ponctionner. Il est naturellement suivi dans cette mascarade par sa majorité qui associe maintenant Barny et Couseau et par l'ensemble des autres groupes qui gardent le silence sur ce sujet. Ni les uns ni les autres ne demanderont à M. Barnier de faire la chasse à l'évasion fiscale qui se monte à 100 milliards d'euros. Ni ne demanderont de l'argent aux 800 actionnaires du groupe Auchan qui se sont partagés 1 milliard d'euros de dividendes en 2022-2023, ou à ceux de Michelin qui touchent un dividende de 1,35 euro par action, en hausse de 8 % par rapport à 2022.

Un succès du PCF

Après son adoption à l'Assemblée nationale, notre proposition de loi pour le remboursement intégral des soins liés au cancer du sein vient d'être adoptée au Sénat !

Rénovation de la cité jardins à Suresnes

Depuis plusieurs semaines, nous alertons les habitants de la Cité Jardins sur les objectifs de la rénovation projetée par la ville de Suresnes, avec son partenaire Hauts-de-Seine Habitat. La rénovation thermique des logements est certes un objectif nécessaire et positif. Mais la droite a des objectifs qui, sous couvert de mixité sociale (qu'on n'évoque jamais dans les constructions des promoteurs privés), ont la volonté d'imposer un changement de population. Le projet de la Droite est, à travers le thème de revalorisation, d'élever de manière importante les loyers et de vendre un maximum de logements. Une sorte de grand remplacement si nous n'y prenons pas garde. Aujourd'hui, les choses se précisent et apparaît en grand un projet déstructurant pour les habitants avec une requalification de la cité. Dans un premier temps, 822 logements feront l'objet de travaux importants, réalisés en plusieurs phases, jusqu'en 2030, annonce la municipalité. Si la rénovation thermique des logements du square de La Concorde se fera par l'extérieur des bâtiments, il n'en va pas de même pour d'autres immeubles. Pour être précis, il faut se référer aux appels d'offres lancés par Hauts-de-Seine Habitat en direction des entreprises pour une mission de maîtrise d'œuvre relative aux travaux de réhabilitation lourde en milieu vide de 17 immeubles collectifs, soit 523 logements situés avenue Aristide Briand.



La description de cette réhabilitation concerne la restructuration des plateaux de logements, le traitement de l'enveloppe et des espaces extérieurs des abords des bâtiments. « Les performances acoustiques et thermiques seront optimisées par la réalisation d'une isolation thermique par l'intérieur et la pose de chapes acoustiques », indiquent les documents de marché, qui précisent qu'il s'agit d'une rénovation à vide des locataires !

Garantir l'avenir des familles de locataires suppose d'obtenir :
– l'engagement de relogement.
– le retour dans le même logement si demande du locataire.
– L'absence de changement du statut de logement social et du niveau des loyers.
– pas de vente des logements

Mobilisez-vous pour défendre vos intérêts ! Prenez contact avec nous. Nous invitons les habitants de la Cité à se mobiliser pour la sauvegarde de leurs intérêts.

Urgence souscription du PCF

Le score réalisé par notre liste aux élections européennes ne nous a pas donné droit au remboursement de nos dépenses de campagne, dont plus des deux tiers ont été assumés par le budget du CN. Nous avions certes pris en compte ce risque en construisant un budget de campagne extrêmement serré, prenant notamment en compte le coût énorme de la campagne officielle. Il n'en reste pas moins que ce scrutin se traduit par une perte de plus de 2 millions d'euros pour la Trésorerie nationale. À celle-ci s'ajoute la baisse sensible de l'aide publique annuelle perçue par la Trésorerie nationale dès 2025, avec la perte de 4 députés emportés par la vague du vote pour le RN. 4 parlementaires en moins, c'est une baisse annuelle de 150 000 euros de l'aide publique auxquels, s'ajoute la perte des reversements des parlementaires pour au moins 70 000 euros annuels. La trésorerie nationale de notre parti se retrouve ainsi structurellement affaiblie, alors même que l'intervention communiste s'avère plus que jamais décisive pour le développement des luttes, pour la construction d'une perspective politique de progrès en France et en Europe, pour la paix et le dépassement d'un capitalisme toujours plus mortifère pour les peuples et pour le vivant dans son ensemble. Il y a donc urgence à tous nous mobiliser pour redresser la situation.

Avec une priorité pour répondre à l'urgence : une souscription nationale désormais lancée en grand.

Nous appelons , toutes et tous, à donner sans attendre, mais aussi à se mobiliser pour solliciter les amis du PCF, les électeurs de gauche, les syndicalistes, les militants associatifs, conscients de l'apport incontournable du PCF à la construction d'une alternative politique solide et durable.

Rappelons-leur d'ailleurs qu'en donnant à cette souscription, la législation sur le financement public de la vie politique prévoit qu'ils pourront ainsi bénéficier d'une réduction fiscale à hauteur de 66 % de leur don.

Cette campagne de souscription est décisive pour que le Parti dispose enfin des moyens en rapport avec les ambitions politiques des communistes.

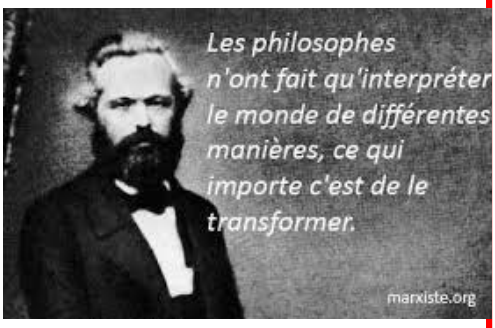
Alors, sans attendre, souscrivez et appelez aux dons autour de vous !

Par chèque : à l'ordre de ANF-PCF (à renvoyer à PCF, 2 place du Colonel Fabien, 75167 Paris Cedex 19)

Par carte bancaire : souscription.pcf.fr

Le PCF lance une campagne pour l'emploi dans l'industrie et les services publics.

Le Conseil national du PCF, réuni samedi 19 octobre, lance une série d'initiatives pour développer l'emploi dans les services publics et l'industrie.



Le PCF fait le pari qu'on peut parler d'industrie et de services publics hors période d'élections ou de plans sociaux et mener une campagne pour l'emploi dans ce secteur dans le but de se réimplanter dans les lieux de travail, mais aussi d'identifier l'organisation dans le paysage politique.

« Nous souhaitons défendre politiquement les services publics et l'industrie, montrer combien ils sont vecteurs de changements ». Nous voulons montrer tous les projets alternatifs qui existent, explique Aymeric Seassau, responsable des lieux de travail du PCF.

Cette campagne doit permettre d'étriller la politique d'austérité du gouvernement de Michel Barnier. « La rigueur sauce Barnier, c'est un solde de 2 200 suppressions de postes dans la fonction publique, qui masque un total de 4 000 suppressions de postes d'enseignants », attaque le responsable dans le rapport, dans lequel il relève que les services publics sont « au cœur d'un affrontement de classe majeur ». Les entreprises privées s'illustrent avec les plans de licenciements chez Airbus, Michelin, Auchan.

La campagne doit être l'occasion de faire connaître les grands axes de la politique industrielle du PCF : « développement des capacités humaines » par la création d'emploi et de la formation ; « financement avec un crédit bon marché » ; « démocratie sociale en ouvrant de nouveaux pouvoirs aux salariés ».

Elle appelle à changer (ou à se réapproprier) certaines pratiques des militants qui sont en activité dans les entreprises, indique lors du débat Stéphanie Gwizdack, conseillère nationale des Hauts-de-Seine. « Notre campagne doit permettre de faire émerger des luttes et des propositions locales ». Les communistes vont recréer des réseaux de salariés d'entreprises.

André Chassaigne, député communiste, espère bloquer l'accord commercial entre l'Europe et l'Amérique du Sud.

Dans une tribune collective à l'initiative d'André Chassaigne (GDR), plus de 200 députés de tous bords politiques appellent le gouvernement à mettre son veto sur l'accord commercial entre l'UE et les pays d'Amérique du Sud. Ce traité met gravement en péril notre souveraineté alimentaire. Il ne reste à la France que quelques jours pour réaffirmer la priorité donnée à la protection de nos agriculteurs et la durabilité de nos productions, à la lutte pour le climat et contre la déforestation, à la qualité sanitaire de notre alimentation. L'accord, négocié par la Commission européenne, trahit deux fois ce que doit être l'Union européenne. Il trahit l'ambition d'une élévation des standards environnementaux, sociaux, sanitaires. Il trahit aussi l'engagement pour la souveraineté alimentaire de notre continent. Nous, députés, l'avons dit fermement sur tous les bancs de l'Assemblée nationale : nous ne voulons pas d'un accord, dont le contenu, négocié depuis 1999, ne porte toujours aucun engagement solide sur le plan environnemental, social et sanitaire. Alors que la France a perdu 100.000 exploitations agricoles en dix ans, qu'elle risque d'en perdre le même nombre dans la décennie qui s'ouvre, alors que 75% de la déforestation au Brésil est liée à l'élevage bovin, cet accord reviendrait à sacrifier nos valeurs profondes à des intérêts commerciaux et géopolitiques court-termistes, à une course à l'influence et aux nouveaux marchés. Nous refusons d'ouvrir les marchés européens à du poulet dopé aux antibiotiques, à du bœuf élevé sur fond de déforestation, au maïs traité à l'atrazine… Le président de la République a pris des engagements devant les agriculteurs et les organisations environnementales, unies dans ce combat. Pour eux et nos concitoyens, la France doit faire preuve du courage. La poursuite de cette mise en concurrence inéquitable de nos producteurs européens et français est d'autant plus injustifiable que nous leur demandons chaque jour de faire des efforts pour respecter le cadre normatif et réglementaire, garant de la qualité de l'alimentation des 450 millions d'Européens. Nous, députés de tous bords, demandons donc au gouvernement de bloquer la conclusion de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur et à la Commission européenne de respecter ce veto français.

Avec le PCF je passe à l'action !

☐ _____ **J'adhère au Parti Communiste Français**

☐ _____ **Je souhaite recevoir l'Éveil numérique**

☐ _____ **Je souhaite recevoir les informations générales du PCF**

Nom : ..... **Prénom :** .....

Adresse .....

Courriel : .....**Tél.** .....

À retourner : PCF Espace Pagès 42 bis rue de Verdun 92150 Suresnes

Tél : 06 44 74 40 87

Courriel : pcf.suresnes@wanadoo.fr ou PCFSuresnes@gmail.com